



Le marché, l'entreprise et l'entrepreneur dans les manuels d'économie de 1^{re} et de Terminale

Etude réalisée par Nicolas Lecaussin, Directeur du développement de l'IREF et Lucas Léger, chargé d'études¹

- Le rôle de l'entrepreneur et de l'entreprise dans la création de richesses est occulté
- Sur plus de 400 pages, l'entreprise n'occupe généralement qu'une petite dizaine de pages
- L'entrepreneur est absent des manuels. Aucune histoire d'entrepreneur n'est mentionnée
- Le marché et la mondialisation sont abordés d'un point de vue critique car « défaillants »
- Le mot « social » est le mot le plus utilisé dans les manuels
- L'Etat est toujours présenté comme l'acteur économique principal car c'est un « régulateur indispensable »
- Les auteurs des manuels sont tous enseignants et aucun représentant de l'entreprise n'a participé à la réalisation des manuels
- La revue « Alternatives Economiques » détient le monopole des citations dans les manuels

¹ Contact : 01.43.80.55.18 ou contact@irefeurope.org

Manuels étudiés :

Economie, Terminale, STG, Hachette, 2011/2012

SES, Terminale, Hatier, 2007

SES, 1^{re}, Magnard, 2011

SES, Terminale, Hachette, 2007

SES, Terminale, Travaux pratiques, 2008

SES, 1^{re}, Hatier, 2011

SES, Terminale, La Découverte, 2007

Tous les ans, un grand hebdomadaire réalise une enquête sur les personnalités préférées des Français. Et tous les ans, les résultats sont les mêmes : parmi ces personnalités, il y a un tennisman, plusieurs comédiens et chanteurs et des footballeurs. Aucun chef d'entreprise ou entrepreneur. La même enquête réalisée aux Etats-Unis révèle parmi les personnalités préférées des Américains de nombreux entrepreneurs : Steve Jobs, Bill Gates, Ted Turner, etc.). La différence est saisissante. D'un côté, la réussite se confond avec le travail et l'entreprise, de l'autre, avec les jeux du sport et du spectacle.

D'après une étude du Crédoc réalisée en novembre 2011, un Français sur deux ne sait pas ce qu'est un dividende et trois sur quatre ignorent ce qu'est une obligation. Seulement un Français sur deux est capable de calculer un simple taux de rendement et de répondre correctement à la question : « *si vous placez 100 euros sur un compte rémunéré à 2 % et que vous ne faites ni versement ni retrait, combien aurez-vous une fois les intérêts versés ?* »

L'enquête mondiale Globescan (2011) réalisée dans 25 pays montre que seulement 31 % des Français sont d'accord avec l'idée que l'économie de marché constitue le meilleur système alors que la moyenne mondiale est à 54 %. Un sondage IFOP/LH2 (octobre 2011) a montré que c'est en France que le jugement sur le système capitaliste et l'économie de marché est le plus critique : 52 % des Français considèrent que l'économie de marché fonctionne plutôt mal contre une moyenne de 30 % dans les autres pays. De même, une très grande majorité des Français (plus de 70 %) ne savent pas que ce sont les entreprises qui créent les richesses !

Comment peut s'expliquer cette inculture économique et cette ignorance à l'égard de l'entreprise et des entrepreneurs ? Les grands médias ne sont pas innocents. Voit-on souvent un entrepreneur qui a réussi invité au journal de 20 heures ? Les politiques sont aussi coupables. En accusant les chefs d'entreprises et les « riches » (ceux qui ont réussi) des maux de notre pays, ils donnent une image déformée et caricaturale de l'économie de marché. Plus grave encore, ces politiques, en majorité, sont d'anciens hauts fonctionnaires qui n'ont jamais connu le monde de l'entreprise.

L'éducation économique commence à l'école et l'IREF s'est penché sur plusieurs manuels scolaires afin de voir comment est présentée l'économie de marché et quelle place est réservée à l'entreprise et à l'entrepreneur. Le constat est assez accablant : les auteurs des manuels privilégient la théorie économique au détriment de la pratique et le rôle de l'Etat et des acteurs publics dans l'économie en lieu et place de celui de l'entreprise. La création de richesses par les entreprises est suggérée dans certains manuels et occultée dans d'autres. L'entrepreneur et le chef d'entreprises sont pratiquement absents des manuels. Dans presque tous les manuels étudiés, on précise que l'économie de marché doit être régulée et que l'Etat est là pour agir. Nulle part, on ne met en garde contre les dangers du trop d'Etat ou de l'assistanat. Il est vrai, les manuels choisis ne font plus l'éloge de l'économie planifiée mais ils insistent trop sur l'importance des impôts et la redistribution. La mondialisation et le libre échange sont abordés avec méfiance. Dans les citations qui accompagnent les explications théoriques, la revue « Alternatives Economiques » occupe une place quasi monopolistique ! Dans certains manuels elle semble être le seul repère économique en France. Dans d'autres manuels, l'économiste Keynes est cité à satiété au détriment des économistes libéraux. Enfin, l'élève n'est pas préparé pour devenir un futur entrepreneur. Il aura trop peur des « imperfections du marché » et des « dangers de la mondialisation ». Et pour cause. Les auteurs des manuels sont tous des enseignants, donc des fonctionnaires. Nulle part on n'a fait appel aux connaissances d'un représentant du monde de l'entreprise.

I. En première, l'entrepreneur est l'abonné absent des manuels

La théorie de l'entreprise, que l'on retrouve dans les manuels de faculté en microéconomie, y est bien décrite. Concurrence parfaite et imparfaite, maximisation du profit (on retrouvera même un TD qui porte sur le sujet, p. 70), monopole et oligopole. Les ouvrages reprennent et définissent tous les concepts de base utiles à l'étudiant. Cela dit, la vision se veut académique et « scientifique ». On se demandera alors où sont les mathématiques (comme outil de compréhension). Car comprendre la maximisation sous contrainte, sans étudier une dérivée, en dehors du cadre mathématique abstrait, reste un vœu pieu. C'est un peu comme si l'on étudiait le moteur à combustion sans connaître le processus de transformation du pétrole en essence qui servira à nourrir ce même moteur. Par ailleurs, la tendance à s'appuyer sur des extraits de textes, pas toujours bien choisis, est accrue par cette décision d'évacuer les mathématiques de l'enseignement en économie. Ces extraits ne sont pas vérités « scientifiques » et on peine à saisir ce qu'ils font au milieu des concepts car ils n'apportent pas grand chose à la compréhension. Pire, on se retrouve avec un « patchwork » de textes souvent pessimistes, où le biais idéologique est plus que tendancieux. Par exemple, une illustration de la concurrence est intitulée « concurrence sauvage » (Magnard, 1^{ère}, p. 21). L'illustration insinue qu'il y aurait donc une mauvaise et une bonne concurrence. Mais ceci est laissé à la seule appréciation de l'élève et on ne verra nulle part expliqué dans l'ouvrage que la concurrence est saine lorsqu'il y a libre accès au marché. Sur ce thème de la concurrence, seul l'élève suffisamment curieux pourra se faire une opinion. Dans l'édition Magnard 2011 dans la catégorie « pour aller plus loin », deux ouvrages sont présentés. L'un de Pascal Salin (La Concurrence, Que sais-je ?) et l'autre de Jean Gabszewicz (La Concurrence Imparfaite, Que sais-je ?). On peut dire que des points de vue différents sont ici représentés.

Il faut donc faire un choix. Soit l'on introduit ces notions dans une démarche académique, soit l'on étudie l'entreprise, pour reprendre notre exemple, sous un aspect beaucoup plus pratique, comme celui de l'entrepreneur et la création de valeur. Car cet aspect de l'entreprise n'est absolument pas étudié et les exemples

d'entreprises et de création de valeur sont pour la plupart fictifs. Cette dernière est vue comme une entité abstraite qui maximise ses profits différemment selon qu'elle est en situation de monopole ou de concurrence pure et parfaite. On déplore que le but de la maximisation du profit ne soit jamais expliqué à l'élève. Car la contrainte de l'entreprise reste avant tout la satisfaction du client. Et dans un monde ouvert et mondialisé, cette contrainte est de plus en plus forte.

L'approche se veut scientifique sans jamais rentrer dans les détails des modèles exposés ni même rattacher à la réalité quotidienne de la création de valeur. L'élève pourra discuter de la concurrence parfaite et ses limites sans vraiment comprendre à qui profite la concurrence. Il verra comment se finance l'économie sans jamais s'intéresser à la création de valeur. Les analyses restent donc très superficielles et les définitions plutôt arides, quand elles existent tout simplement. Celle de l'entreprise par exemple (Magnard) :

« [...] unité de production qui combine les facteurs de production pour vendre sur un marché et obtenir un profit le plus élevé possible. Mais c'est aussi un ensemble de relations sociales : une organisation hiérarchique dont les membres poursuivent des intérêts communs (ce qui n'exclut pas des intérêts divergents entre les propriétaires et salariés, entre propriétaires et managers). La présence de coûts de transaction explique le recours à l'entreprise plutôt qu'au marché. »

La notion de risque est évacuée des manuels, à part pour le « risque de crédit », comme si cette notion était strictement financière et liée à de mauvais payeurs. On parle aussi dans les ouvrages de « risques sociaux ». C'est encore une fois ignorer l'une des dimensions de l'entreprise. Quand elle investit, on prend bien évidemment en compte le risque lié à cet investissement. « Rendement économique », rendement financier » et notion de valeur actualisée. Le partage des risques est l'un des fondements des relations contractuelles, sans lesquelles il n'y aurait simplement pas de marché, ni d'économie. C'est le contrat dans sa dimension juridique qui permet l'échange libre.

En science politique et des organisations, l'entreprise est vue sous le prisme d'un rapport de force entre détenteurs du capital et les salariés. Un graphique (p. 303) met très bien en lumière ce rapport en comparant la part des salaires et le taux de marge dans la valeur ajoutée. On y voit une rupture dès la fin des années 1970, où la rémunération du capital progresse passant de 25% à un peu plus de 30% en 2009. Ces chiffres ne sont comparés à aucun des pays de l'OCDE. Dans un environnement de concurrence internationale, ces chiffres n'ont de signification que relativement à d'autres pays. Pour l'étudiant, la conclusion que les détenteurs de capitaux « spolient » le travail du salarié est donc assez logique s'il n'a pas d'autres statistiques et outils de comparaison.

Dans le manuel SES 1^{re} (Hatier), la crise des subprimes est, bien entendu, la conséquence des excès du marché et les politiques budgétaires de relance ont été les bienvenues pour corriger ces excès. Les explications s'appuient sur de nombreuses citations de la revue « Alternatives Economiques ». La partie (20 pages sur plus de 400 pages !) consacrée aux entreprises est intitulée : « Entreprise, Institution, Organisation », ce qui prête à confusion. Nous n'avons pas trouvé d'explication à ce titre, ne serait-ce que pour rendre encore plus ambigu le rôle de l'entreprise. On ne voit nulle part qu'elle crée des richesses. La partie s'ouvre sur l'emploi du temps d'une contremaîtresse chez l'Oréal (sic !) avec un titre bien choisi : « Un exemple d'organisation efficace ? ». Les pages qui suivent concernent l'entreprise mais elles s'appuient exclusivement sur des citations de sociologues qui mettent l'accent sur les « conflits au sein de l'entreprise » : entre les salariés et les propriétaires du capital ou entre les managers et les propriétaires du capital. Difficile de réaliser ce que l'élève a pu retenir de cette partie du manuel. Ce qui est sûr c'est que la partie qui suit et intitulée « Action publique et régulation » est beaucoup plus claire : l'impôt est important et assure la régulation et la cohésion sociale au sein de l'Etat-providence.

Dans le manuel SES de 1^{re} (Magnard, 2011), on fait l'éloge de l'Etat régulateur. La puissance publique intervient dans la régulation des économies contemporaines et l'Etat est celui qui doit allouer les ressources. De nombreuses pages sont consacrées à l'action publique contre la précarité, le tout s'appuyant sur des photos des

associations comme les « Enfants de Don Quichotte » connues pour leurs actions d'occupation illégale d'immeubles ou des espaces publics. Le « droit opposables au logement » y est très favorablement présenté. Par ailleurs, le marché est présenté sous l'angle de ses « défaillances et imperfections » (pourquoi on ne trouve nulle part un chapitre consacré aux défaillances et imperfections de l'Etat ?). Et sur 382 pages, l'entreprise n'occupe qu'environ 18 pages !

II. En terminale, on fait le procès la croissance économique et la mondialisation

Dans le manuel d'économie de Terminale (Hachette, 2011-2012), la troisième partie intitulée « Libéralisme et interventionnisme » est un bon exemple d'approche biaisée. La théorie libérale est présentée grâce à des citations tirées de la revue « Alternatives Economiques » et d'un livre de l'économiste Jacques Généreux, le colistier de Jean-Luc Mélenchon au sein du Parti de gauche et l'interventionnisme est expliquée à l'aide d'un document intitulé « Le modèle français contribue à atténuer la crise de 2009 ». S'agit-il là d'une présentation neutre pour les élèves ? Peut-on écrire cela dans un manuel scolaire alors que le fameux « modèle français » assure le chômage des jeunes (22 %) et le chômage de masse (entre 8 et 11 %) depuis plus de 30 ans ?

Le SES de Terminale chez Hatier (2010) aborde ouvertement le problème des « Sources et limites de la croissance économique » dans un long chapitre qui s'ouvre avec une énorme photo d'une décharge de Lhassa. Alors que nous avons besoin de la croissance économique pour créer des richesses et des emplois, les auteurs font l'éloge de la « société de décroissance ». On peut très bien débattre de ces théories, mais doit-on le faire dans les manuels scolaires ? Le plus important pour les élèves n'est pas le fait d'apprendre que nous avons besoin d'entreprises pour créer des emplois ? Pour le moment, aucun autre système économique à l'exception du capitalisme n'a pu fonctionner. Ne devrait-on pas le dire aux élèves ?

Le SES de Terminale (Hachette) insiste, lui aussi, sur les « Sources et limites de la croissance ». La planète serait menacée par la croissance économique. On consacre de nombreuses pages aux émissions de CO₂ et à la fonte des glaces en citant le film de l'ancien vice-président américain, Al Gore, « Une vérité qui dérange ». Mais c'est la mondialisation qui est présentée sous un angle entièrement négatif : elle est créatrice d'inégalités et destructrice d'emplois, coupable de l'uniformisation culturelle (on nous ressort les clichés sur le cinéma américain) et destructrice des « acquis sociaux ». Conclusion : les Etats et les organisations internationales doivent réguler la mondialisation.

Le SES de terminale publié par les Editions La Découverte est l'un des plus orienté idéologiquement. Dès la Table des matières (page 6), on découvre une caricature de Plantu qui illustre la Première partie intitulée « Croissance et Développement » On y voit un patron qui parle à un ouvrier d'épargne, d'inflation, de stagflation, de capital... alors que l'ouvrier pense à un morceau de pain. Le chapitre consacré au chômage est traité sous l'angle des politiques publiques et nullement sur le rôle de l'entreprise, créatrice d'emplois, le « social » est à la base de nos sociétés et les altermondialistes occupent une place de choix. L'économie de marché est source d'inégalités et l'Etat est le régulateur qui assure la cohésion sociale. La fiscalité est juste car elle permet à l'Etat de redistribuer (on propose à l'élève un exercice de synthèse dans lequel il doit se demander « si les réformes en cours – sous la droite – ne remettent pas en cause les choix de société qui ont assuré la cohésion sociale au cours du XXe siècle !). On peut y lire dans l'introduction au commerce international (p. 239) :

« La fermeture des usines installées sur le territoire national, du fait de la concurrence étrangère ou de délocalisations, soulève toujours la même question : vaut-il la peine de jouer le libre-échange ? La réponse des économistes est presque toujours positive. Si l'échange et la concurrence produisent des effets bénéfiques pour le consommateur à l'échelle nationale, pourquoi en irait-il autrement à l'échelle mondiale ? Pourtant, chaque pays compte des perdants à côté des gagnants, à commencer par les chômeurs : que fait-on pour eux ? Et, au niveau mondial, que se

« passe-t-il si certains partenaires de l'échange sont très puissants ou possèdent des avantages concurrentiels inaccessibles aux autres ? Ne faudrait-il pas alors imposer les mêmes règles pour tous ? Comment les faire respecter ? »

Dans ce manuel, l'entreprise n'est présentée que sous la forme des multinationales, actrices de la mondialisation.

Très instructif aussi le cahier SES de Travaux pratiques de Terminale (Hachette). L'exercice « Travail et lien social » s'appuie sur l'ouvrage « Le droit à la paresse » de Paul Lafargue, celui consacré à la mondialisation sur le film « Bamako » dont le sujet est le combat anti-mondialiste. Pour ce qui est de l'exercice consacré à la « libéralisation des services publics en Europe », les auteurs proposent aux élèves une analyse d'extraits du film « The Navigators » de Ken Loach. Cinéaste engagé à gauche, Ken Loach fait dans ce film du militantisme anti-privatisations. Peut-on et doit-on proposer aux élèves ce genre d'exercice ? Où est la neutralité de l'Education nationale ? S'agit-il là de la meilleure manière de préparer les élèves aux défis de la mondialisation ? Les auteurs croient-ils vont tous devenir fonctionnaires ? Faut-il encore préciser que l'entreprise est absente des ces Travaux pratiques ?

Les manuels de Terminale vont changer mais il y a peu de chances de voir leur contenu se transformer radicalement.

III. L'Etat est considéré comme l'acteur indispensable de l'économie

On s'aperçoit rapidement que l'Etat a toujours un rôle de premier plan de correction des inégalités et de redistribution dans un but de « justice sociale ». L'Etat corrige, l'Etat protège. L'Etat est présenté comme un but pour corriger les inégalités et les erreurs des citoyens dans leurs choix. Keynes est encore bien vivant. Avec une grande récurrence dans les ouvrages : « Dépenser plus pour réduire le chômage... », « Une politique de relance est-elle aujourd'hui souhaitable en France ? » (sujet de préparation au bac, p. 178). Dans la rubrique « surfer », l'ouvrage de Magnard fait

référence à des sites Internet comme *Alternatives Économiques*, dont la ligne éditoriale est très interventionniste et est loin de faire l'unanimité chez les économistes.

Keynes est évidemment une figure en économie qu'il faut absolument étudier et nous ne le remettons pas en cause. Ce que l'on reproche, c'est la place qui lui est faite par rapport aux autres courants de l'économie moderne. Par exemple, sur les thèmes du chômage et de l'inflation on ne trouvera dans les textes aucune référence à Milton Friedman dans l'édition Magnard de 1^{ère}, pourtant grand opposant à Keynes sur ces sujets. D'ailleurs la définition de l'inflation est parfaitement keynésienne puisqu'elle est perçue comme un « déséquilibre sur les marchés des biens et services ».

Quant à la fiscalité, lorsqu'elle est abordée, c'est uniquement sous le spectre des inégalités. La conception est que l'impôt doit résorber les inégalités. Elle est correctrice et n'est plus une contribution à l'organisation de la vie en société. L'État compense « l'imprévoyance des citoyens. » (p. 173, Magnard). On parle des effets incitatifs de la fiscalité sur des sujets mineurs comme la TVA sur la restauration ou la taxe sur le tabac (p. 184, Hatier, 1^{ère}).

« Comment justifier la mise en place d'une protection sociale collective ? » p. 173. Alors que le programme met en exergue l'approche coûts-bénéfices de l'économiste celle-ci est balayée d'un coup au profit d'une approche égalitariste. Pas vraiment de débat sur l'efficacité des caisses d'assurance maladie. Le modèle est acquis, bien qu'en déficit. C'est aussi ignorer les débats profonds sur la moralité et la justice sociale abordées par des philosophes et économistes de renom tels que Sen, Rawls ou Hayek.

On peut également déplorer la simplification à l'extrême de certains sujets aussi complexes que les difficultés de la Grèce, la crise immobilière aux USA ou la place des marchés financiers dans l'affectation de l'épargne. Les textes choisis sont plus que contestables. Sur la finance, aucun des textes ne s'appuie sur des statistiques fiables

ou études empiriques ; tous occultent les apports de la finance et mettent en porte-à-faux l'approche « scientifique » et « rationnelle » défendue dans le Bulletin Officiel, que nous analyserons ci-après.

Par exemple : « La finance repose largement sur une illusion qu'elle entretient : qu'il soit possible de transférer de manière sûre de la richesse dans le temps. Il n'en est rien. [...] En se séparant d'une certaine quantité de monnaie qui donne droit à la jouissance immédiate de biens et services, on achète des droits toujours incertains sur la richesse future. » (p. 159). Oui, les revenus financiers sont risqués. C'est par ailleurs ce risque qui est rémunéré.

IV. Les nouveaux programmes, un changement insuffisant

a. Les programmes

Il faut d'abord noter que les programmes de première et de terminale ont changé. Dès la rentrée 2011 pour les classes de première et à la rentrée 2012 pour les terminales. Avant ces transformations, l'enseignement de l'économie était questionné. Plusieurs rapports avaient pointé du doigt les « biais idéologique », « l'approche pluridisciplinaire » sans connaissances préalables en sciences économiques et sociales et un certain « relativisme » dans cet enseignement au lycée. Un rapport de juin 2008 de l'Académie des sciences morales et politiques concluait que l'approche en économie dans les programmes et les manuels était « gravement défautue[se]. » Ajoutant, qu'en l'état, le contenu des enseignements qui n'a qu'un rapport lointain avec la science économique telle qu'elle est pratiquée non seulement dans les universités et les centres de recherche, mais aussi dans les organisations gouvernementales et internationales, et (a fortiori) dans les entreprises. »²

² Académie des sciences morales et politiques, rapport sur *l'enseignement de l'économie dans les lycées*, juin 2008.

Il semblerait que l'éducation nationale ait pris en compte, au moins en partie, ces critiques. On peut lire au dernier bulletin officiel :

« Les sciences sociales, même si la question de leur spécificité par rapport aux sciences de la nature fait l'objet de débats, poursuivent indiscutablement une « visée scientifique ». Comme dans les autres sciences, il s'agit de rendre compte de façon rigoureuse de phénomènes soigneusement définis, de construire des indicateurs de mesure pertinents, de formuler des hypothèses et de les soumettre à l'épreuve de protocoles méthodologiques et de données empiriques. Les schèmes d'intelligibilité construits par les sciences sociales font ainsi l'objet d'un effort continu d'enrichissement au sein des communautés savantes. Ils conduisent, de ce fait même, à la production de connaissances au moins partiellement cumulatives. L'accent mis sur l'ambition scientifique des sciences sociales ne doit pas conduire cependant à un point de vue « scientiste ». L'activité scientifique ne consiste pas à construire un ensemble de dogmes ou de vérités définitives, mais à formuler des problèmes susceptibles d'être résolus par le recours au raisonnement théorique et à l'investigation empirique. Pour autant, la posture scientifique conduit à refuser le relativisme : tous les discours ne se valent pas et rien ne serait pire que de donner l'impression aux élèves que « les sciences sociales ne sont qu'une collection d'opinions contradictoires sur le monde, qui, au final, se valent toutes et donc ne permettent de fonder aucun savoir solide » (rapport de la commission présidée par Roger Guesnerie, professeur au Collège de France). »³

À cette nouvelle vision, on peut opposer un ancien programme pluridisciplinaire qui relève plus de la discussion de comptoir que de la « science » :

« Le programme de la classe de première invite les élèves à poursuivre une réflexion consacrée à une question centrale : comment la société est-elle possible ? Comment la vie sociale ne débouche-t-elle pas sur la

³ B.O. n° 9 du 30 septembre 2010.

guerre de tous contre tous ? Si la société se produit elle-même, quels sont les dispositifs qui permettent d'assurer la cohésion sociale ? Cette réflexion est articulée autour de l'analyse de trois liens : le lien marchand, le lien social, le lien politique. L'enjeu de la classe de première est de montrer aux élèves, à partir de l'étude des activités économiques et sociales et de leur régulation, en quoi le regard spécifique de l'économie, de la sociologie, de la science politique constitue un éclairage indispensable pour appréhender ces liens. Il est aussi de montrer la fécondité du croisement des regards de plusieurs disciplines : le lien marchand ne se conçoit pas sans un cadre institutionnel, les formes du lien social évoluent en relation avec les transformations économiques et politiques et le lien civique suppose une socialisation. Ces trois dimensions de l'organisation de la société sont retenues en classe de première : les deux premières sont approfondies dans ce programme d'enseignement obligatoire, alors que la troisième l'est dans l'enseignement de science politique, proposé en enseignement obligatoire au choix. »

Cette prise de conscience est définitivement une bonne chose et doit être soulignée, car elle implique une nouvelle organisation et approche pédagogique des manuels substantiellement meilleure, bien qu'encore imparfaite. Par exemple, on y parle de « rationalisme critique et de la vigilance épistémologique. » La question est de savoir comment mettre tout cela en place.

b. L'organisation des manuels

Dans les nouveaux programmes, on retrouve enfin la séparation entre les thèmes économiques et les thèmes en sociologie. Ce n'est que le dernier chapitre qui devient transversal et pluridisciplinaire, une fois les concepts intégrés par l'élève. Il est toutefois peu probable que l'étudiant de première puisse appréhender et entièrement comprendre des concepts tels que la « solidarité », l' « utilité », l' « asymétrie d'information » ou encore la « fonction de monnaie » afin de les réutiliser dans des thèmes transversaux.

Mais laissons cette discussion de côté pour le moment. Car le point positif de ces nouveaux programmes réside bien dans la séparation des disciplines. On distingue enfin l'approche de l'économiste de celle du sociologue :

« Il convient donc de permettre aux élèves de bien comprendre et de maîtriser « les outils conceptuels et analytiques propres à chaque discipline » avant de pouvoir croiser les regards sur un certain nombre d'objets d'étude communs et sans pour autant s'interdire de faire parfois référence à d'autres disciplines. »

La notion de rationalité et l'approche coût-avantage sont désormais au cœur de l'enseignement en économie. La distinction macro et micro est également mise en place, impliquant plus de cohérence par rapport à l'enseignement économique dans les grandes écoles et les facultés. La démarche est également plus ludique. Des mises en situation et des jeux sont proposés aux élèves. Par exemple, « si la monnaie n'existait pas ? » est une bonne introduction pour distinguer l'économie de troc et l'économie monétaire.

V. Les propositions de l'IREF

Dans les nouveaux programmes qui ont été publiés officiellement, les changements apportés sont très insuffisants. Alors que le taux de chômage des jeunes bat des records en France, l'entreprise et l'entrepreneur restent les mal-aimés des manuels d'économie français. Une grande réforme est souhaitable, voici nos propositions :

- 1.** Libérer le marché des manuels scolaires ;
- 2.** Intégrer parmi les auteurs des personnalités issues du monde de l'entreprise ;
- 3.** Rendre obligatoire l'étude de l'entreprise et son rôle dans la création des richesses ;
- 4.** Insister sur les portraits d'entrepreneurs qui ont réussi ;
- 5.** Aborder la mondialisation et l'économie de marché de manière neutre sans escamoter leur rôle dans le développement économique de la planète.